

04

INTERVENTION DE MONSIEUR STANISŁAW ŻELICHOWSKI, MINISTRE
DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES
NATURELLES ET DE LA FORET DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE, A LA
II CONFERENCE DES PARTIES DE LA CONVENTION-CADRE DES
NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Monsieur le Président,

Tout d'abord veuillez accepter, aussi de la délégation Polonaise et de moi-même personnellement, les meilleurs voeux et félicitations a l'occasion de votre élection au poste du Président de notre Conférence.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Il y a d'ici deux années que la Convention-cadre sur les changements climatiques est entrée en vigueur. Bien que courte cette période de temps nous permet déjà faire une toute première evaluation de son application.

Bien que le processus de négociation de l'instrument juridique visant aux obligations apres l'an deux milles se poursuit progressivement, des Parties de l'Annexe I se peuvent deja féliciter de l'application de la Convention-cadre.

La réduction totale des émissions dans les pays de l'Annexe I, dans les années mille neuf cent quatre-vingt dix - mille neuf cent quatre-vingt treize, était de plus de cinq pour cent. Pourtant, je voudrais souligner le fait que ce niveau de réduction a été possible surtout grâce aux efforts des pays à la transition économique, dont la Pologne, ce qui a permis de niveler un certain accroissement des émissions dans quelques pays de l'OCDE. Contre les opinions courantes, la réduction des émissions dans les pays en transition économique est achevé non seulement à cause

de la récession dans ces pays, mais aussi grâce aux activités économiques conscientes qui nous permettent obtenir l'économie de concurrence par l'amélioration de l'usage de sources d'énergie.

C'est avec satisfaction que je m'empresse d'informer cette Conférence que l'émission de bioxyde de carbone en Pologne, dans les secteurs demandeurs d'énergie s'est trouvée réduite de plus de quinze pour cent, avec un accroissement simultané du revenu national de quarante cinq pour cent. Ce résultat a été obtenu grâce aux changements politiques et économiques, mais aussi grâce à une réduction considérable de la consommation d'énergie, suite à l'emploi des instruments de marché et de mesures technologiques. Je souligne avec satisfaction à ce propos un rôle considérable joué par la coopération bilatérale.

Cependant, un avertissement contre un optimisme excessif est indispensable. Vu le niveau technologique actuel, le rythme prévu du développement économique, de même que les tendances de la production et de la consommation toujours présentes, il peut arriver, après l'an deux milles cinq, que certains pays se voient obligés d'accroître l'émission des gaz à effet de serre pour assurer à leur peuples le droit de développement économique et sociale. Le temps qui nous reste, on devrait donc l'employer au développement des mécanismes qui facilitent une utilisation efficace de la coopération internationale dans la réalisation des objectifs de la Convention. Dont, entre autres le mécanisme des activités de mise en oeuvre conjointe.

La Pologne a toujours appuyé ledit mécanisme, meme dans sa phase-pilote. J'en avais déjà parlé a Berlin. J'aimerais bien constater aussi que la Pologne considère la coopération internationale, assistance technique et les investissements étrangers inclus, exclusivement comme un complément de nos propres efforts. D'où l'idée des

actions de mise en oeuvre conjointe représente seulement une certaine restructuration de ce que nous faisons depuis des années.

Parmi plusieurs mécanismes, qui méritent notre attention sont les uns s'appellant les Accords volontaires. La Pologne emploie ledit mécanisme depuis quelques années, et cela avec des résultats bien prometteurs, surtout dans l'application pratique de programmes de technologies plus propres. Vu les résultats obtenus en Pologne, nous pouvons recommander ce mécanisme, à utiliser pour réduire l'émission des gaz à effet de serre.

Monsieur le Président,

La Pologne participe activement au processus de négociation du Mandat de Berlin. Nous nous prononçons pour le protocole à la Convention qui différencie les critères de réduction de l'émission en fonction du niveau économique actuel dans les pays respectifs, et qui prends en considération leurs besoins et possibilités du développement.

D'un autre cote nous nous opposons à une multiplication excessive des telles obligations et activités qui ne soient pas en rapport direct avec les objectifs de la Convention. Je me réfère ici a la fréquence des inventaires des émissions des gaz à effet de serre, de meme que la fréquence du changement des directives pour le dressement de l'inventaire. Vu le dynamisme des changements des émissions, la Pologne est d'avis que l'inventaire ne devrait etre fait plus souvent que chaque deux années, et la vérification des directives à l'inventaire et aux communications nationaux, chaque cinq années.

Je vous remercie de votre attention.

RECORD OF MINISTERIAL SEGMENT

COUNTRY: Poland NAME OF SPEAKER: Zelichowski
 DAY: 17.6 TIME: 11.15 NOTE-TAKER: AS STATEMENT PICKED UP? ☒

| AGBM-RELATED ISSUES | | |
|--|--|---|
| The speaker indicated: | <input type="checkbox"/> a preference for an amendment <input type="checkbox"/> a preference for a protocol <input type="checkbox"/> that s/he cannot indicate a preference at this time <input type="checkbox"/> AOSIS <input type="checkbox"/> EU | Comments: |
| The protocol/ other legal instrument should include: | <input type="checkbox"/> mandatory policies and measures <input type="checkbox"/> voluntary policies and measures | Policies or measures specified: <u>market instruments, technological measures</u> <u>voluntary agreements recommended</u> |
| Does the country support any particular target? | <input type="checkbox"/> yes: _____ % by _____ year <input type="checkbox"/> no <u>shows importance for after 2005</u> | Comments: <u>Differentiation on basis of econ levels and development potential</u> |

| SBSTA-RELATED ISSUES | |
|--|---|
| Reaching targets within the country by the year 2000 (Annex I Parties) | Comments: <u>reduction 1990-93: greater than 5%</u> <u>Poland: 15% reduction of CO2</u> <u>due to increased energy efficiency</u> <u>level of red. due to co-ordination with economies in transition</u> |
| Development and transfer of technology | Comments: |
| IPCC Second Assessment Report (SAR) | Comments: |

| SBI-RELATED ISSUES | | |
|--|--|---|
| Should the GEF be the permanent financial mechanism? | <input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no | Comments: |
| Activities Implemented Jointly (AIJ) | <input checked="" type="checkbox"/> in favour of pilot phase <input type="checkbox"/> distinction made between JI/AIJ | Comments: <u>supports mechanism, even a pilot phase, complementary to own efforts: only part of restructuring</u> |
| Preparation of non-Annex I communications | Comments: <u>inventory not more frequently than every 2 years</u> | |

OTHER COMMENTS: